

# École La tentation de l'uniforme

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

ILLUSTRATION/LP/JOFFREYVOIOS

Comme Brigitte Macron, de nombreux parents sont favorables au port de la tenue unique dans les classes. On a passé au crible les arguments des pro et des anti.

→ Fait du jour • P. 2 et 3



**FAIT DU JOUR**

# Faut-il rendre l'uniforme obligatoire ?

**ÉCOLE** | Le débat sur l'obligation d'une tenue unique a été relancé par la première dame Brigitte Macron qui s'y dit favorable ainsi que la droite et l'extrême droite qui souhaitent une loi. Un sujet complexe, qui clive l'opinion.

**Bertrand Métayer et Bérangère Lepetit**

« **JE SUIS POUR** le port de l'uniforme à l'école. » La réponse claire et nette ce jeudi de Brigitte Macron à une de nos lectrices relance un débat aux allures de serpent de mer. Depuis une trentaine d'années, la question d'imposer une tenue identique à l'ensemble des élèves d'un établissement ressurgit régulièrement.

Officiellement pourtant, chaque établissement a déjà

l'autorisation d'en imposer une. Une poignée d'entre eux seulement, principalement privés, l'ont adopté. À Béziers dans l'Hérault ou à Provins en Seine-et-Marne (*lire page ci-contre*), on a remis les blouses au placard après les avoir expérimentées un temps. La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane ou la Nouvelle-Calédonie sont en revanche habituées depuis longtemps à voir des enfants sortir de cours tous vêtus du même tee-shirt ou polo.

Si Jean-Michel Blanquer voyait d'un bon œil l'idée d'imposer un uniforme, rien n'a été mis en place durant ses cinq années à la tête du ministère de l'Éducation nationale. Son successeur Pap Ndiaye a plusieurs fois écarté cette idée, refusant l'hypothèse d'une « loi qui viendrait plaquer et imposer des tenues scolaires pour l'ensemble des élèves ». Le nouveau locataire de la Rue de Grenelle souligne même que les études sur la mise en place de cette mesure

« concluent assez invariablement à son inefficacité » car « elle peut être déjouée par des accessoires ou des comportements ».

## « Fantôme d'un retour à l'ordre républicain »

« Le port de l'uniforme est un vieux sujet qui revient sans arrêt avec cette idée sous-jacente de vouloir gommer les différences sociales. Mais une tenue commune, ça ne règle pas tout, s'agace Bruno



Bobkiewicz, proviseur de la cité scolaire Berlioz à Vincennes (Val-de-Marne) et secrétaire général du SNPDEN, premier syndicat des directeurs d'établissement. Personnellement, je trouve que ce n'est pas la priorité dans l'Éducation nationale. Plutôt que de vouloir habiller tout le monde de la même façon, ne faudrait-il pas travailler sur l'acceptation des différences dans notre école républicaine ? »

Chez les défenseurs de l'uniforme scolaire, les arguments principaux sont l'égalité et la lutte contre les discriminations avec la fin de la tyrannie des vêtements de marques, la formation d'un sentiment d'appartenance au sein d'un établissement scolaire et une marque de respect de l'institution. « Je pense que cela réglerait certains problèmes, notamment au collège, reconnaît un professeur en poste en Essonne. À cet âge-là, ils sont très attachés à l'apparence, ceux qui affichent un look différent sont parfois stigmatisés. Ce serait un nivellement social. Et cela peut éviter des soucis disciplinaires si on n'a pas à leur rappeler de retirer une casquette ou de ne pas porter leur pantalon sous les fesses... »

La tenue unique a l'avantage de couper court aux débats sur les shorts trop courts et les ventres apparents. Elle écarte également de facto les vêtements à connotation religieuse. Un argument qu'avance régulièrement le Rassemblement national. Le parti de Marine Le Pen a vu ce jeudi sa proposition de loi rejetée par l'Assemblée nationale. Mais au Palais-Bourbon, Renaissance a lancé un groupe de travail sur le sujet (*lire ci-dessous*).

« C'est le fantasme d'un retour à l'ordre républicain et égalitaire, rétorque Claude

Lelièvre, historien de l'éducation, en rappelant que l'uniforme n'a jamais été obligatoire en France. Dans les établissements scolaires, privés ou publics huppés, qui ont mis en place l'uniforme, c'est plutôt le signe d'appartenance à une élite. C'est davantage de la distinction que de l'égalité. Et un véritable clivage idéologique. »

#### Quid du coût des tenues ?

En novembre, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) a interrogé ses adhérents sur la mise en place d'un uniforme. Les deux tiers des 4 460 répondants y étaient favorables pour l'élémentaire et le collège et une très courte majorité (51 %) pour le lycée. Les parents étaient majoritaires pour imposer seulement « un code vestimentaire » en primaire quand « une tenue imposée » avait leur préférence pour les collégiens. Des résultats qui ont « surpris » son président, Olivier Toutain.

« Cela évite la course à l'échalote vis-à-vis des tenues à la mode, cela gomme les différences entre les élèves et on voit que, dans les filières professionnelles comme en hôtellerie-restauration, cela crée une reconnaissance et il y a une adhésion des élèves, souligne le président de la PEEP. Si majoritairement les parents souhaitent avoir un uniforme, nous serons plutôt pour. Mais si une loi existe, il faudra mettre des garde-fous. Et se posera le problème du coût des tenues car cela risque de peser sur le porte-monnaie des familles. »



#### Cela crée une reconnaissance et il y a une adhésion des élèves

Olivier Toutain, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

LP/JEAN-NICHOLAS GUILLO

Sourdun (Seine-et-Marne), le 2 février 2018.  
Les établissements ont déjà l'autorisation d'imposer une tenue, mais une poignée d'entre eux seulement sautent le pas.

